

ÉLECTIONS LOCALES

Le grand recul du FNA

Lors des élections locales de 2007, le parti de Moussa Touati a créé la grande surprise en se classant en troisième position derrière le FLN et le RND avec respectivement 1 578 sièges pour le renouvellement des APC et en quatrième position pour les APW. Cinq ans après, le FNA n'a pu présenter que 472 listes communales et moins d'une vingtaine pour les wilayas. Décryptage.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Lors de l'annonce des résultats des élections portant renouvellement des Assemblées communales et de wilayas de 2007, l'ex-ministre de l'Intérieur M. Nouredine-Yazid Zerhouni avait annoncé une grande surprise pour les journalistes présents à l'hôtel Aurassi.

Le dernier né de la classe politique de cette époque, en l'occurrence le FNA se classe en troisième position avec 14,3% des suffrages exprimés. Une comparaison avec ses performances de 2002, celles de 2005 confirme la montée exceptionnelle de ce parti. Question : comment expliquer cette «performance» du FNA ? Fort de ses 300 000 adh-

rents, le FNA se définit dans le courant «novembriste et nationaliste», mais a su adapter son discours politique aux problèmes réels auxquels font face les citoyens.

Le parti qui a animé 5 600 meetings lors de la campagne électorale de 2005 a mis l'accent sur la nécessité de créer «une rupture totale» avec les pratiques et les mentalités qui ont porté préjudice aux intérêts de la nation et à son image.

Cinq ans après, ce même parti crée une autre surprise. Il arrive loin derrière, le FLN, le RND, le PT et le MPA concernant le nombre de listes de candidatures tant au niveau des communales qu'au niveau des wilayas. Une



Touati engage une rupture avec les pratiques qui ont nui à l'image du pays.

situation que les observateurs de la scène politique nationale qualifient de véritable «contre-performance» de ce parti. La cause ? Pour ses mêmes observateurs, la crise interne qu'avait traversée le parti Touati en constitue la principale cause. En effet, au lendemain des élections législatives de

mai dernier, une grave crise avait secoué ce parti.

Les redresseurs du FNA avaient accusé Moussa Touati d'avoir, notamment, fait du parti «une propriété privée» et d'avoir «volé l'argent destiné à la campagne et estimé à sept milliards de centimes». Selon eux, le prési-

dent du parti aurait informé les responsables du FNA sur le fait que deux milliards de centimes ont été dépensés pendant la campagne. Mais pour Moussa Touati, ses adversaires «sont des gens qui travaillent pour le compte du RND et du FLN. Ils ont été envoyés pour me détruire».

«Celui qui a une preuve doit la présenter devant la justice», ajoute-t-il. Le président du FNA a également précisé que les personnes qui ont présenté leur démission seront définitivement exclues du bureau exécutif. Conséquence : des députés démissionnent, des cadres du parti rejoignent d'autres formations politiques et des militants se portent candidats sur d'autres listes.

En 2007, le président Moussa Touati dira lors d'une conférence de presse qu'en politique, «il n'y a ni surprise, ni hasard, ni confusion. Le parti n'a fait que confirmer sa percée entamée depuis huit ans».

A. B.

BELKHADEM

À MILIANA :

«Ceux qui ne voteront pas n'auront pas le droit de critiquer les élus»

Abdelaziz Belkhadem a entamé la campagne pour les prochaines élections du 29 novembre à partir de Miliana où il a prononcé une allocution devant une salle archi-comble lundi, en début d'après-midi. Il a d'abord justifié le choix de la ville de Miliana pour le lancement de cette campagne. Selon lui, c'est parce que Miliana est une ville millénaire qui possède une histoire et des traditions ancestrales, des traditions religieuses mais aussi des traditions de lutte contre l'occupation coloniale. Entrant dans le vif du sujet, l'orateur s'est attaché à redéfinir le rôle des élus de l'APC et de l'APW, expliquant que conformément au nouveau code communal, «ceux qui seront investis de la confiance des électeurs doivent être les animateurs de la cellule de base qu'est la commune, les intermédiaires entre les administrateurs et les administrés, que la commune ne confine pas à un rôle administratif d'état civil mais les artisans du développement local, chacun selon la spécialité qui a motivé son choix et son nom sur la liste électorale». Concernant l'abstention, il dira : «Ceux qui n'iront pas voter n'auront pas le droit de critiquer ni de juger les élus. S'ils ne seront pas satisfaits, ils n'auront qu'à s'en prendre à eux-mêmes.» Evoquant la situation dans les communes, Belkhadem avoue que 70% des 1 541 communes accusent un déficit et ne peuvent survivre que grâce aux subventions. A ce sujet, il dira qu'un certain pourcentage de la fiscalité doit aider ces communes à se prendre en charge et aider à une certaine mise à niveau. «Il incombera aux élus de contribuer à animer le développement des communes chacune selon sa spécificité et que celles qui n'ont pas de ressources ne doivent en aucun cas être marginalisées et périlcliter.» C'est sur cette base qu'il dira que «les communes et leurs élus se doivent maintenant d'opérer leur mue et faire un saut qualitatif dans la gestion rationnelle, améliorer la qualité du service public, devenir plus performants mais aussi choisir les hommes, les militants à même de remplir les missions pour lesquelles ils seront investis, corriger les erreurs et améliorer ce qui a été positif».

Karim O.

ABDELAZIZ BELAÏD :

«Les walis et chefs de daïra sont les réels détenteurs du pouvoir»

Après l'ouverture, dimanche à Alger, de cinq locaux aménagés pour les besoins de la campagne électorale, le président du Front El Moustakbal, Abdelaziz Belaïd, a animé une conférence de presse hier au siège du parti, sis au 33, coopérative El Boustène, Jolie-Vue, Kouba.

Lyas Hallas - Alger (Le Soir) - «La déception d'après - les législatives de mai 2012 n'est pas venue à bout de nos militants», a affirmé M. Belaïd dont le parti a pu présenter des candidats dans 45 wilayas, ce qui le place au 6^e rang du point de vue du nombre de listes présentées. «Malgré le peu de temps entre les deux échéances, plutôt insuffisant pour dissiper les doutes de tous, nos militants ont retrouvé leur enthousiasme et nous nous sommes présentés aux élections avec 34 listes pour les Assemblées populaires de wilaya et 394 pour les Assemblées populaires communales», a-t-il précisé. La campagne électorale n'a toujours pas commencé, selon M. Belaïd, faute de salles. «Les commissions de surveillance des élections locales ne sont pas encore installées dans beaucoup de wilayas et de communes. De fait, le tirage au sort pour l'octroi des salles et autres locaux pour



Abdelaziz Belaïd.

l'organisation des meetings n'a toujours pas eu lieu. Certaines communes n'ont même pas prévu des tableaux d'affichage», explique-t-il. Ainsi, les instances du Front El Moustakbal n'ont pas encore arrêté le programme de la campagne. M. Belaïd a, néanmoins, dénoncé le deux

poids deux mesures de l'administration qu'il accuse de favoriser des formations politiques au détriment d'autres : «Certains partis ont déposé leurs listes après l'expiration des délais. Or, nous, au Front El Moustakbal, nous devons recourir à la justice pour «sauver» des listes.»

Le président de ce jeune parti a conclu ce chapitre des élections locales en disant que, «dans l'état actuel des choses, le peuple n'exerce pas sa souveraineté à travers les assemblées élues, et ce, vu les prérogatives réduites des P/APC et des P/APW comparativement aux walis et aux chefs de daïra qui sont les détenteurs réels du pouvoir».

Sur un autre plan, M. Belaïd a critiqué le mutisme observé par la diplomatie algérienne dans un contexte régional marqué par l'instabilité : «Il est inconcevable que les Algériens s'informent sur les positions de leur pays à travers les chaînes étrangères.» Et d'inviter les autorités politiques à prendre des positions tranchées vis-à-vis de la France qui continue, selon ses dires, à nous considérer comme des vassaux : «Il faut que les Français comprennent qu'ils doivent nous traiter d'égal à égal.»

L. H.

ALORS QUE AKKOUCI SOUTENAIT LE FAIT

Le MPA dément toute alliance avec El-Islah

Mais à quoi joue ce Hamlaoui Akkouchi qui soutenait, avant-hier, que son mouvement avait contracté une alliance avec le Mouvement populaire algérien (MPA) au niveau d'une commune de l'intérieur du pays dans le cadre des élections locales du 29 novembre prochain ?

M. Kebci - Alger (Le Soir) - Une «affirmation» qui s'est révélée, au final, dénuée de tout fondement, ceci quoique le projet ait eu à exister et qu'il n'a capoté qu'à la toute dernière minute. En effet, la chargée de communication du parti d'Amara Benyounès a soutenu mordicus que jamais le MPA n'a contracté une quel-

conque alliance, et surtout pas avec un parti de la mouvance islamiste. «C'est tout simplement insensé», dira Ouahiba Sadli pour qui son parti a préféré partir en solo aux prochaines élections locales pour «jauger de son poids moins d'une année après sa création».

Ceci quoique, laissera-t-elle entendre, que des tractations auraient dû être menées dans ce sens, à la base, auquel projet la direction nationale, tiendra-t-elle à souligner, «n'aurait jamais donné son quitus puisqu'il se serait agi d'un véritable cas d'adultère politique», concédera-t-elle. Interpellé à ce sujet, un cadre du mouvement Islah a, sous le sceau de l'anonymat, encensé Akkouchi avant que

l'ancien candidat malheureux à la présidentielle d'avril 2009 ne soutienne le contraire. Confus tant il se devait de «corriger» son chef, Mohamed Djahid-Younsi reconnaîtra, cependant, l'existence du projet de liste commune avec le MPA au niveau d'une commune de la wilaya de Djelfa, avant qu'il n'échoue pour des raisons qu'il dira ignorer. Tout comme Akkouchi, notre interlocuteur ne trouvera pas d'objection à pareille initiative de liste commune d'avec un parti d'un autre bord politique, fut-il totalement opposé au sien puisqu'il s'agit, se justifiera-t-il, «d'élections locales à l'occasion desquelles les réflexes d'arouchia ressurgissent de plus belle».

M. K.